

L'info avant tout

C'est dans un climat particulier que s'est ouvert ce CSE Siège du mois de février. En effet, quelques jours auparavant, le Syndicat National des Journalistes avait révélé l'existence d'un document installant la volonté des présidentes de Radio France et France Télévisions de réaliser des fusions entre France 3 et France Bleu, ainsi qu'entre France Info radio et télé. C'est ce que nous avons dénoncé dans [notre préalable](#), en ouverture de séance.



Une révélation qui marque les esprits, alors que nous ne sommes toujours pas entrés réellement dans le débat concernant Tempo. De plus, cette avalanche de projets funestes ne cesse de tendre les relations avec la direction. La preuve, deux points demandés par le SNJ pour inscription à l'ordre du jour nous ont été refusés.

SOMMAIRE *

BUREAUX DES CORRESPONDANTS
À L'ÉTRANGER

COORDINATION DES REPORTAGES
ET DES MOYENS DE LA RÉDACTION
NATIONALE

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ
ET DE LA SÛRETÉ (D2S)

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION
SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE
TRAVAIL (CSSCT)

* Cliquer sur les titres pour accéder aux contenus

1/ Bureaux des correspondants à l'étranger

Le SNJ tente régulièrement de peser sur cet ordre du jour, de la prérogative de la direction, qui le négocie avec la secrétaire de l'instance. Mais là, nous ne pouvons que constater de l'autre côté de la table, une tendance au durcissement voire au blocage.

Nous souhaitons donc évoquer à nouveau la situation des bureaux des correspondants à l'étranger. Nous

n'avions pas, la dernière fois, obtenu toutes les réponses sur les différents statuts des salariés, sur les structures de ces bureaux mais aussi sur les choix des sociétés privées prestataires à l'étranger. La direction a, semble-t-il, entendu cette requête. À suivre... •

2/ Coordination des Reportages et des Moyens de la Rédaction Nationale

Autre demande de vos élus SNJ : une information autour d'un changement opéré dans l'opacité la plus totale. Celui du statut des salariés de la coordination des reportages et des moyens de la rédaction nationale. Depuis plusieurs mois, la direction veut transformer les coordinateurs qui sont chefs de service en responsables d'édition. Rien à voir de chez rien à voir. Certes ils n'encadrent pas un service mais leur travail n'est en rien comparable avec celui des responsables d'édition. Inutile de développer tellement cela semble évident. Dès que vos élus ont appris la chose, ils avaient demandé au directeur de l'information que ce projet soit présenté devant les organisations syndicales. Il n'en a rien été... Nous avons exigé que cela soit détaillé devant les instances représentatives du personnel ! Toujours rien !

Seul un petit détour surprise devant les représentants de proximité a été organisé sans que les élus ne sachent de quoi il retournait.

Ce projet, nous le refusons parce qu'il est mal ficelé, incompréhensible par les intéressés et injuste à très court terme, puisqu'il créera un service à deux vitesses. Nous demandons donc une fois de plus que la direction vienne s'expliquer devant les élus du CSE Siège. •

3/ Direction de la sécurité et de la sûreté (D2S)

Dossier conséquent de ce CSE, la restitution de l'expertise pour « Risque grave » réalisée par le cabinet Technologia à propos de la D2S. Une direction qui occupe l'actualité de notre instance depuis des mois, tant le malaise y est important. Clairement, le rapport souligne un manque de « chef d'orchestre », une nécessité urgente d'un « plan d'action ». Une phrase clé qui résume avec force le climat général qui pèse sur les salariés de cette direction :

« Il est ainsi fortement paradoxal de devoir protéger si on ne sent pas soi-même en sécurité. Les membres de l'équipe D2S participent par leur travail à la sécurité et l'incendie mais aussi à l'image de France Télévisions. »

Le SNJ a rappelé solennellement en séance devant la directrice du service, Muriel SOBRY, que l'urgence ne pouvait plus attendre, tout en se demandant si la solution ne passait pas peut-être, par un changement de tête.

Elle nous a répondu qu'elle prendrait ses responsabilités pour mener le plan d'action et mettre en place certaines des préconisations présentées par les experts du cabinet Technologia. Malgré tout, vos élus regrettent qu'une partie des propos de la Direction et de la responsable des ressources humaines du secteur se complaisent parfois dans un déni coupable. Cette situation serait en fait, si l'on en croit les propos de la responsable du service, de la responsabilité des salariés et pas de la direction. Muriel SOBRY précisant même que sans « **auto-flagornerie** », « **personne n'avait autant fait [qu'elle] pour cette direction** » (sic). Une posture illustrant ainsi la citation de Bertolt Brecht : « **puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple** ». C'est vrai que sans salarié, et sans élu, leur monde serait tellement plus tranquille...

Les élus ont voté une résolution pour prolonger l'expertise et maintenir bien évidemment la pression sur une direction qui, par la voix du président, s'engage à proposer rapidement un plan d'action. •

4/ Compte-rendu de la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT)

[Vous trouverez ici](#) les éléments traités par cette commission ; au menu :

- 1- Présentation psychologue du travail
- 2- Climatisation à MFTV et Valin
- 3- Qualité de l'air
- 4- Suivi plan d'action TEPI
- 5- Entretien bâtiments MFTV et Valin
- 6- Accès Parking MFTV
- 7- Point enquête sur la situation d'un salarié du Siège à Malakoff



Nous avons mis ici en avant les points essentiels de ce CSE de février, plutôt light.

Le deuxième jour était placé sous le signe de la mobilisation contre la réforme des retraites... Et c'est loin d'être terminé !

Le Syndicat National des Journalistes prendra toute sa place dans cette lutte. Prochaine mobilisation le 7 mars ! Le SNJ déposera bien évidemment un nouveau préavis.



Vos élus et représentant syndical SNJ au Siège



TITULAIRES

Serge Cimino - Béatrice Gelot - Dominique Bonnet - Sophie Guillaumin



SUPLÉANTS

Antoine Chuzeville - Emilie Denis - Guy Sabin - Anne Guillé-Epée



REPRÉSENTANT SYNDICAL

Francis Mazoyer

Syndicat National des Journalistes
de France Télévisions

Nous rendre visite : bureau D 142
Nous contacter : snj@francetv.fr

01 56 22 88 28

